

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 OCTOBRE 2020 DESIGNANT
LE FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE – PENSION COMPLEMENTAIRE
SECTORIELLE POUR L'INDUSTRIE TEXTILE (FSE-PCS TEXTILE) COMME
ORGANISATEUR (MULTISECTORIEL) DU REGIME DE PENSION
COMPLEMENTAIRE SECTORIELLE SOCIALE POUR LES OUVRIERS DE
L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE
VERVIERS**

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2 (ci-après « loi FSE »);

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après « LPC »);

Vu les conventions collectives du travail du 12 février 2020 instituant un fonds de sécurité d'existence - pension complémentaire sectorielle pour l'industrie textile (FSE-PCS Textile) intervenant comme organisateur multisectoriel des régimes de pension complémentaires sectoriels sociaux pour les ouvriers et les employés de l'industrie textile et fixant les statuts, enregistrées sous le numéro 157625/CO/120 et sous le numéro 157646/CO/214.

Vu la décision des partenaires sociaux, lors de la réunion de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) du 8 septembre 2020, de constituer un régime de pension complémentaire identique à celui de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214) et de recourir, dans ce cadre, au même organisateur multisectoriel : le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour l'industrie textile (FSE-PCS Textile).

Vu l'article 7/2 de la LPC qui prévoit que le contenu des statuts de l'organisateur ou de l'acte qui institue celui-ci doit être repris en termes identiques dans toutes les conventions collectives de travail qui règlent l'intervention de l'organisateur pour plusieurs commissions paritaires et/ou sous-commissions paritaires.

La Confédération des Syndicats Chrétiens
La Centrale Générale FGTB

d'une part,

ET

FEDUSTRIA, Fédération de l'industrie textile, du bois et de l'ameublement

d'autre part,

ONT CONVENU CE QUI SUIVRAIT

Article 1^{er}

§1 Un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds de sécurité d'existence – Pension complémentaire sectorielle pour l'Industrie textile » (FSE-PCS Textile) a été créé le 12 février 2020, dont les statuts sont joints en annexe à la présente convention collective de travail.

§2 Le FSE-PCS Textile est un organisateur multisectoriel au sens de l'article 3, 5° a) de la LPC et il intervient à partir du 1^{er} janvier 2021 pour la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers, pour la Commission paritaire des employés de l'industrie textile (CP 214) comme organisateur du régime de pension sectoriel social pour les employés et pour la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) comme organisateur du régime de pension sectoriel social pour les ouvriers de l'arrondissement administratif de Verviers.

§3 Les statuts du FSE-PCS Textile joints en annexe de la présente convention collective de travail font partie intégrante de la présente convention collective de travail.

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et aux ouvriers qu'ils occupent, à l'exception des entreprises qui, conformément à la convention collective de travail applicable de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) relative à l'établissement des conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclues du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01).

Article 3

§1 La présente convention est à durée indéterminée. Le FSE-PCS Textile est dès lors créé également à durée indéterminée.

§2 La présente convention collective de travail entre en vigueur le 8 octobre 2020 et elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut, à la demande d'une des parties signataires, être résiliée moyennant un délai de 12 mois, signé par lettre recommandée au président de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01).

Article 4

Les parties signataires demandent que cette convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 8 octobre 2020

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS (SCP 120.01)**

ANNEXE 1

à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 désignant le Fonds de Sécurité d'Existence – Pension Complémentaire Sectorielle pour l'Industrie textile (FSE-PCS Textile) comme organisateur (multisectoriel) du régime de pension complémentaire sectorielle sociale pour les ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Verviers

STATUTS FSE-PCS Textile

CHAPITRE I. DENOMINATION, SIEGE ET OBJET

Article 1

Le 12 février 2020, la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) ont créé un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds de sécurité d'existence – Pension complémentaire sectorielle pour l'Industrie textile », dénommé ci-après « FSE-PCS Textile ».

Article 2

Le siège social du FSE-PCS Textile est établi à la Poortakkerstraat 100, 9051 Gand (Sint-Denijs-Westrem), arrondissement judiciaire de Gand. Le siège peut être déplacé par décision conjointe de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) et de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) vers tout autre endroit en Belgique.

Article 3

§1 Le FSE-PCS Textile est un organisateur multisectoriel au sens de l'article 3, 5° a) 1 de la LPC et il intervient à partir du 1^{er} janvier 2021 pour :

- la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers (ci-après « PCS CP 120 ») ;
- la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les employés (ci-après « PCS CP 214 ») et ;
- la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel sociale pour les ouvriers de l'arrondissement administratif de Verviers (ci-après « PCS SCP 120.01 »).

§2 Conformément à l'article 3, 5° a) 1 de la LPC, le FSE-PCS Textile a comme seul objet la constitution de pensions complémentaires. La mission de l'organisateur comprend :

- l'instauration, la modification ou l'abrogation de la PCS CP 120, de la PCS CP 214 et de la PCS SCP 120.01 ;
- le financement de la PCS CP 120, de la PCS CP 214 et de la PCS 120.01, par la perception ou en faisant percevoir en son nom et pour son compte, des contributions conformément aux

conventions collectives de travail sectorielles applicables conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) et au sein de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) ;

- exercer ou faire exercer en son nom et pour son compte des actions dans le cadre du non-paiement des contributions de financement de la PCS CP 120, de la PCS CP 214 et de la PCS SCP 120.01, ainsi que de toute autre action concernant le non-respect d'obligations légales et/ou contractuelles liées à (la gestion et l'exécution de) la PCS CP 120, la PCS CP 214 et la PCS SCP 120.01 ;
- l'apurement des déficits dans les réserves individuelles des affiliés dans le cadre de la garantie de rendement de la LPC grâce au tampon constitué à cet effet dans les réserves du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile, du Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers ;
- l'apurement des frais de gestion et de fonctionnement dus à l'organisme de pension ;
- effectuer ou faire effectuer en son nom et pour son compte toutes les communications nécessaires à l'organisme de pension, l'organisme de solidarité, les employeurs, les affiliés, les bénéficiaires, la FSMA et les autres parties ou institutions publiques intéressées ;
- exécuter ou faire exécuter en son nom et pour son compte, toute obligation imposée par la législation applicable et ses arrêtés d'exécution.

§3 Le FSE-PCS Textile peut poser tous les actes liés directement ou indirectement, entièrement ou partiellement à son objet et peut choisir d'en sous-traiter un ou plusieurs aspects à des tiers. Dans le cadre de l'externalisation obligatoire imposée par la LPC, la gestion et l'exécution de l'engagement de pension prévu en PCS CP 120, en PCS CP 214 et en PCS SCP 120.01 sont confiées en tout cas à un organisme de pension et le FSE-PCS Textile ne les assurera pas lui-même. La gestion et l'exécution de l'engagement de solidarité prévu en PCS CP 120, en PCS CP 214 et en PCS SCP 120.01 seront confiées à un organisme de solidarité.

CHAPITRE II. CHAMP D'APPLICATION

Article 4

Ces statuts sont d'application :

- aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et aux ouvriers qu'ils occupent, à l'exception des entreprises qui, conformément à la convention collective de travail applicable de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) relative à l'établissement des conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclues du champ d'application de la PCS SCP 120.01 ;
- aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et aux ouvrier qu'ils occupent, à l'exception :
 - des entreprises et des ouvriers qu'elles occupent, relevant de la compétence de la sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement (SCP 120.03) ;

- des entreprises qui, conformément à la convention collective de travail applicable de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) relative à l'établissement des conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclues du champ d'application de la PCS CP 120 ;
- aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214), à l'exception :
 - des entreprises et des employés qu'elles occupent qui, s'agissant de leurs ouvriers, relèvent de la compétence de la sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement (SCP 120.03) ;
 - des entreprises qui, conformément à la convention collective de travail applicable de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) relative à l'établissement des conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclues du champ d'application de la PCS CP 214.

CHAPITRE III. AVANTAGES

Article 5

Les avantages accordés par le FSE-PCS Textile se composent :

- de l'engagement de pension et de l'engagement de solidarité prévus dans la PCS SCP 120.01, qui font l'objet d'une ou de plusieurs convention(s) collective(s) de travail conclue(s) au sein de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) rendue(s) obligatoire(s) par arrêté royal, établissant quelles sont les personnes qui en bénéficient et qui en fixent la nature et les modalités d'octroi et de liquidation ;
- de l'engagement de pension et de l'engagement de solidarité prévus dans la PCS CP 120, qui font l'objet d'une ou de plusieurs convention(s) collective(s) de travail conclue(s) au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) rendue(s) obligatoire(s) par arrêté royal, établissant quelles sont les personnes qui en bénéficient et qui en fixent la nature et les modalités d'octroi et de liquidation ;
- l'engagement de pension et l'engagement de solidarité prévus dans la PCS CP 214, qui font l'objet d'une ou de plusieurs convention(s) collective(s) de travail conclue(s) au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) rendue(s) obligatoire(s) par arrêté royal, établissant quelles sont les personnes qui en bénéficient et qui en fixent la nature et les modalités d'octroi et de liquidation.

CHAPITRE IV. FINANCEMENT

Article 6

§1 Les contributions de financement de la PCS SCP 120.01 sont fixées exclusivement par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal, conclue au sein de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01). Ces contributions sont perçues au nom et pour le compte du FSE-PCS Textile, par ou à la demande du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Les statuts du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, tels que fixés dans la convention collective de travail du 21 avril 1981 instituant un Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et en fixant les

statuts ou dans toute autre convention collective de travail ultérieure y apportant modification, sont à cet égard applicables en ce qui concerne les délais d'expiration, les intérêts et les éventuelles amendes. Une convention est conclue à cet effet entre le FSE-PCS Textile et le Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, fixant les dispositions convenues concernant la perception et le reversement.

§2 Les contributions de financement de la PCS CP 120 sont fixées exclusivement par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120). Ces contributions sont perçues au nom et pour le compte du FSE-PCS Textile, par ou à la demande du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile. Les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile, tels que fixés dans la convention collective de travail du 8 septembre 2000 portant coordination des statuts du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile ou dans toute autre convention collective de travail ultérieure y apportant modification, sont à cet égard applicables en ce qui concerne les délais d'expiration, les intérêts et les éventuelles amendes. Une convention est conclue à cet effet entre le FSE-PCS Textile et le Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile, fixant les dispositions convenues concernant la perception et le reversement.

§3 Les contributions de financement de la PCS CP 214 sont fixées exclusivement par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214). Ces contributions sont perçues au nom et pour le compte du FSE-PCS Textile, par le Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile. Les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile, tels que déterminés dans la convention collective de travail du 13 octobre 200 portant coordination des statuts du Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie ou dans toute autre convention collective de travail ultérieure y apportant modification, sont à cet égard applicables en ce qui concerne les délais d'expiration, les intérêts et les éventuelles amendes. Une convention est conclue à cet effet entre le FSE-PCS Textile et le Fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie textile, fixant les dispositions convenues concernant la perception et le reversement.

§4 Les contributions de financement de la PCS SCP 120.01 (et les éventuels revenus de celles-ci), les contributions de financement de la PCS CP 120 (et les éventuels revenus de celles-ci) et les contributions de financement de la PCS CP 214 (et les éventuels revenus de celles-ci) sont gérées séparément par le FSE-PCS Textile. Il n'existe pas de solidarité entre la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) en matière de financement de la PCS SCP 120.01, de la PCS CP 120 et de la PCS CP 214 (y compris en ce qui concerne les frais de gestion et de fonctionnement de l'organisme de pension et de l'organisme de solidarité), ni en ce qui concerne l'apurement des déficits dans les réserves individuelles des affiliés dans le cadre de la garantie de rendement de la LPC.

§5 En ce qui concerne le paiement des contributions, il n'existe pas de solidarité entre les employeurs tombant sous le champ d'application tel que fixé à l'article 4 des présents statuts.

§6 La liquidation des avantages en vertu de la PCS 120.01, de la PCS CP 120 et de la PCS CP 214 (conformément à l'article 5) par l'organisme de pension et/ou l'organisme de solidarité ne sera en aucun cas subordonnée au paiement des contributions dues par les employeurs tombant sous le champ d'application tel que fixé à l'article 4 des présents statuts.

CHAPITRE V. GESTION

Article 7

§1 Le FSE-PCS Textile est dirigé par un conseil d'administration composé paritairement de 10 membres, à savoir :

- 5 représentants des organisations représentatives des employeurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et des organisations représentatives des employeurs représentées au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) ;
et
- 5 représentants des organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et des organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214).

§2 Conformément au §1 de cet article, les membres du conseil d'administration sont désignés conjointement par la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) parmi les membres effectifs et suppléants de ces commissions paritaires. Leur mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membres respectivement de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la commission paritaire concernée, appartenant à la même organisation que celle du membre dont le mandat a pris fin, après approbation par la commission paritaire concernée.

Article 8

§1 Chaque année, le conseil d'administration désigne en son sein un président et deux vice-présidents.

§2 Pour la présidence et la première vice-présidence, un roulement sera appliqué entre les représentants des employeurs et des travailleurs. Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des représentants des travailleurs.

Article 9

§1 Le conseil d'administration a pour mission de gérer le FSE-PCS Textile et de prendre toute mesure s'avérant nécessaire à son bon fonctionnement. Il dispose des compétences les plus larges pour la gestion du FSE-PCS Textile.

§2 Le conseil d'administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

§3 Pour tous les autres actes que ceux pour lesquels le conseil d'administration a donné des mandats spéciaux, la signature conjointe de deux administrateurs, un du groupe des représentants des employeurs et un du groupe des représentants des travailleurs suffisent pour que le FSE-PCS Textile soit valablement représenté vis-à-vis de tiers, sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une quelconque délibération ni autorisation.

§4 Les administrateurs sont seulement responsables de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent aucune obligation personnelle du chef de leur gestion, par rapport aux engagements du FSE-PCS Textile.

Article 10

§1 Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins chaque semestre et chaque fois qu'au moins deux membres du conseil d'administration le demandent.

§2 Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

§3 Le procès-verbal des réunions est établi dans les deux mois par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signé par celui qui a présidé la séance.

§4 Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

§5 Le vote est valable si au moins un représentant des employeurs et un représentant des travailleurs y ont participé et à condition que le point soumis au vote ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation de la séance.

CHAPITRE VI. BUDGET, COMPTE ANNUEL ET CONTRÔLE

Article 11

L'exercice débute le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 12

Au cours du mois de décembre de chaque année au plus tard, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214).

Article 13

§1 Le compte annuel est établi conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 janvier 1999 relatif à la comptabilité et au compte annuel des Fonds de sécurité d'existence.

§2 Le contrôle et la surveillance sont effectués conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité du 15 janvier 1999.

§3 Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur désigné conformément à l'article 12 de la loi FSE, établissent chaque année un rapport écrit sur la réalisation de leur mission au cours de l'année écoulée.

§4 Le compte annuel, le rapport annuel et le rapport du réviseur doivent être soumis à l'approbation de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) au plus tard dans le courant du mois de juin.

CHAPITRE VII. DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 14

Le FSE-PCS Textile ne peut être dissout que par une décision unanime de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214).

Article 15

§1 Si des liquidités restent disponibles en cas de dissolution du FSE-PCS Textile, la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) désigneront conjointement les liquidateurs et détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

§2 Les éventuels capitaux résiduels du FSE-PCS Textile recevront une affectation se rapprochant le plus possible de l'objet pour lequel le FSE-PCS Textile a été créé, à savoir la constitution de pensions complémentaires. A cet égard, il sera tenu compte de la gestion séparée comme prévu à l'article 6 §4 de ces statuts et les contributions perçues pour le financement de la PCS SCP 120.01 (et les éventuels revenus de celles-ci) seront utilisées dans le cadre de la constitution de pensions complémentaires pour les ouvriers de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), les contributions perçues pour le financement de la PCS CP 120 (et les éventuels revenus de celles-ci) seront utilisées dans le cadre de la constitution de pensions complémentaires pour les ouvriers de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et les contributions perçues pour le financement de la PCS CP 214 (et les éventuels revenus de celles-ci) seront utilisées dans le cadre de la constitution de pensions complémentaires pour les employés de la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214).

CHAPITRE VIII. SORTIE D'UNE DES COMMISSIONS PARITAIRES

Article 16

§1 La Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission paritaire pour employés de l'industrie textile (CP 214) peuvent chacune décider séparément que le FSE-PCS Textile n'interviendra pas plus longtemps comme organisateur de leur régime de pension sectoriel social respectif.

Une décision unanime doit être prise à cet effet par la (sous-)commission paritaire concernée. Cette décision est portée ensuite à la connaissance du président de l'autre commission paritaire par lettre recommandée et avec un délai de préavis de 6 mois.

§2 En cas de sortie d'une des trois (sous-)commissions paritaires, les statuts seront adaptés par les (sous-)commissions paritaires restantes par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

En cas de sortie de deux des trois (sous-)commissions paritaires, le FSE-PCS Textile n'interviendra pas plus longtemps comme organisateur multisectoriel et les statuts seront adaptés par la (sous-)commission paritaire restante par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

§3 Compte tenu de la gestion séparée telle que fixée à l'article 6 §4 de ces statuts, les contributions perçues pour le financement du régime de pension complémentaire sectoriel social de la (sous-)commission paritaire sortante (et les éventuels revenus de celles-ci) seront attribuées à la (sous-)commission paritaire qui est tenue de les utiliser dans le cadre de la constitution de pensions complémentaires pour les travailleurs de cette (sous-)commission paritaire sortante.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 OKTOBER 2020 TOT AANDUIDING VAN HET FONDS VOOR BESTAANZEKERHEID - SECTORAAL AANVULLEND PENSIOEN VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID (FBZ-SAP TEXTIEL) ALS (MULTI-SECTORALE) INRICHTER VAN HET SOCIAAL SECTORAAL AANVULLEND PENSIOENSTELSEL VOOR DE ARBEIDERS UIT DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VAN VERVIERS

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid artikel 2 (hierna "FBZ-wet");

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna "WAP");

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomsten van 12 februari 2020 tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielindustrie (FBZ-SAP Textiel), dat optreedt als multi-sectorale inrichter van de sociale sectorale aanvullende pensioenstelsels voor de arbeiders en de bedienden uit de textielnijverheid en tot vaststelling van de statuten, met registratienummer 157625/CO/120 en met registratienummer 157646/CO/214.

Gelet op de beslissing van de sociale partners tijdens de vergadering van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) van 8 september 2020 tot het invoeren van een aanvullend pensioenstelsel dat identiek is aan hetgeen werd ingericht voor het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214), en om in dit verband gebruik te maken van dezelfde multi-sectorale inrichter: het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel).

Gelet op artikel 7/2 van de WAP, dat bepaalt dat de inhoud van de statuten van de inrichter of de oprichtingsakte van de inrichter in identieke bewoordingen moet worden opgenomen in alle collectieve arbeidsovereenkomsten die de tussenkomst van de inrichter voor verschillende paritaire comités en/of paritaire subcomités regelen.

WORDT TUSSEN

Algemeen Christelijk Vakverbond;
Algemene Centrale ABVV;

enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, federatie van textiel- hout en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1

§1 Er werd op 12 februari 2020 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid" (FBZ-SAP Textiel), waarvan de gecoördineerde statuten als bijlage worden gehecht aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2 Het FBZ-SAP Textiel is een multi-sectorale inrichter, in de zin van artikel 3, 5° a) van de WAP en treedt met ingang van 1 januari 2021 op voor het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders, voor het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de bedienden en voor het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van het administratief arrondissement van Verviers.

§3 De in bijlage van deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegde statuten van het FBZ-SAP Textiel maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) en de arbeiders die zij tewerkstellen, met uitzondering van de ondernemingen die overeenkomstig de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01).

Artikel 3

§1 Deze overeenkomst is van onbepaalde duur. Het FBZ-SAP Textiel wordt bijgevolg eveneens voor onbepaalde duur opgericht.

§2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 8 oktober 2020 en is voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan op verzoek van één van de ondertekenende partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzeggingstermijn van 12 maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01).

Artikel 4

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers op 8 oktober 2020,

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF
ARRONDISSEMENT VAN VERVIERS (PSC 120.01)**

BIJLAGE 1

aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot aanduiding van het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ-SAP Textiel) als (multi-sectorale) inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders uit de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers

STATUTEN FBZ-SAP TEXTIEL

HOOFDSTUK I. BENAMING, ZETEL EN DOEL

Artikel 1

Op 12 februari 2020, hebben het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid", hierna genoemd "FBZ-SAP Textiel".

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het FBZ-SAP Textiel is gevestigd te Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), gerechtelijk arrondissement Gent. De zetel kan bij gezamenlijke beslissing van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120), het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) en het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

Artikel 3

§1 Het FBZ-SAP Textiel is een multi-sectorale inrichter in de zin van artikel 3, 5° a) 1 van de WAP en treedt met ingang van 1 januari 2021 op voor:

- het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders (hierna "SAP PC 120");
- het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de bedienden (hierna "SAP PC 214"), en;
- het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) als inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van het administratief arrondissement van Verviers (hierna "SAP PSC 120.01").

§2 Het FBZ-SAP Textiel heeft, overeenkomstig artikel 3, 5° a) 1 van de WAP als uitsluitend doel de opbouw van aanvullende pensioenen. De opdracht als inrichter omvat:

- de invoering, wijziging of opheffing van het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 120.01;
- de financiering van het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 120.01, door het innen of in zijn naam en voor zijn rekening laten innen van de bijdragen overeenkomstig de

toepasselijke sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120), het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) en het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01);

- het instellen of het in zijn naam en voor zijn rekening laten instellen van vorderingen in het kader van de niet-betaling van de bijdragen ter financiering van het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 120.01, alsook elke andere vordering inzake de niet-naleving van wettelijke en/of contractuele verplichtingen verband houdende met (het beheer en de uitvoering van) het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 120.01;
- het aanzuiveren van de tekorten in de individuele reserves van de aangeslotenen in het kader van de WAP-rendementsgarantie via de daartoe aangelegde buffer binnen de reserves van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid, het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het Fonds van Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers;
- het aanzuiveren van de verschuldigde beheers- en werkingskosten aan de pensioeninstelling;
- het uitvoeren of in zijn naam en voor zijn rekening laten uitvoeren van alle noodzakelijke mededelingen naar de pensioeninstelling, de solidariteitsinstelling, de werkgevers, de aangeslotenen, de begunstigden, de FSMA en andere belanghebbende partijen of overheidsinstellingen;
- het uitvoeren of in zijn naam en voor zijn rekening laten uitvoeren van elke verplichting opgelegd door de toepasselijke wetgeving en haar uitvoeringsbesluiten.

§3 Het FBZ-SAP Textiel kan alle daden stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, verband houden met zijn doel en kan ervoor opteren om één of meerdere aspecten hiervan aan derden uit te besteden. In het kader van de verplichte externalisatie opgelegd door de WAP, wordt het beheer en de uitvoering van de pensioentoezegging voorzien in het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 210.01 in ieder geval toevertrouwd aan een pensioeninstelling en zal het FBZ-SAP Textiel hier niet zelf voor instaan. Het beheer en de uitvoering van de solidariteitstoezegging voorzien in het SAP PC 120, het SAP PC 214 en het SAP PSC 120.01 zal worden toevertrouwd aan een solidariteitsinstelling.

HOOFDSTUK II. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 4

Deze statuten zijn van toepassing op:

- de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement van Verviers (PSC 120.01) en de arbeiders die zij tewerkstellen, met uitzondering van de ondernemingen die overeenkomstig de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het SAP PSC 120.01;
- de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en de arbeiders die zij tewerkstellen, met uitzondering van:

- de ondernemingen en de erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen(PSC 120.03);
- de ondernemingen die overeenkomstig de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het SAP PC 120;
- de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214), met uitzondering van:
 - de ondernemingen en de erin tewerkgestelde bedienden die, wat hun arbeiders betreft, onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen (PSC 120.03):
 - de ondernemingen die overeenkomstig de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het SAP PC 214.

HOOFDSTUK III. VOORDELEN

Artikel 5

De voordelen toegekend door het FBZ-SAP Textiel bestaan uit:

- de pensioen- en solidariteitstoezegging voorzien in het SAP PSC 120.01, die voorwerp uitmaken van één of meerdere bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) die vaststellen welke personen hiervan genieten, alsook de aard en de toekennings- en uitkeringsmodaliteiten vastleggen;
- de pensioen- en solidariteitstoezegging voorzien in het SAP PC 120, die voorwerp uitmaken van één of meerdere bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) die vaststellen welke personen hiervan genieten, alsook de aard en de toekennings- en uitkeringsmodaliteiten vastleggen;
- de pensioen- en solidariteitstoezegging voorzien in het SAP PC 214, die voorwerp uitmaken van één of meerdere bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) die vaststellen welke personen hiervan genieten, alsook de aard en de toekennings- en uitkeringsmodaliteiten vastleggen.

HOOFDSTUK IV. FINANCIERING

Artikel 6

§1 De bijdragen ter financiering van SAP PSC 120.01 worden uitsluitend vastgelegd in een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het gerechtelijk arrondissement Verviers (PSC 120.01). Deze bijdragen worden voor naam en voor rekening van het FBZ-SAP Textiel geïnd door of in opdracht van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers. De statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, zoals vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 1981 tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en tot vaststelling van de statuten of in enige latere collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging hiervan, zijn in dit verband van toepassing wat betreft de vervaltermijnen, intresten en eventuele boetes. Hiertoe wordt een overeenkomst gesloten tussen het FBZ-SAP Textiel en het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, waarin de afspraken omtrent de inning en doorstorting worden vastgelegd.

§2 De bijdragen ter financiering van het SAP PC 120 worden uitsluitend vastgelegd in een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120). Deze bijdragen worden voor naam en voor rekening van het FBZ-SAP Textiel geïnd, door of op vraag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid. De statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 september 2000 tot coördinatie van de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de textielnijverheid, of in enige latere collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging hiervan, zijn in dit verband van toepassing wat betreft de vervaltermijnen, intresten en eventuele boetes. Hiertoe wordt een overeenkomst gesloten tussen het FBZ-SAP Textiel en het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid, waarin de afspraken omtrent de inning en doorstorting worden vastgelegd.

§3 De bijdragen ter financiering van het SAP PC 214 worden uitsluitend vastgelegd in een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen het Paritair Comité voor bedienden van de textielnijverheid (PC 214). Deze bijdragen worden voor naam en voor rekening van het FBZ-SAP Textiel geïnd, door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid. De statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 oktober 2000 houdende coördinatie van de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, of in enige latere collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging hiervan, zijn in dit verband van toepassing wat betreft de vervaltermijnen, intresten en eventuele boetes. Hiertoe wordt een overeenkomst gesloten tussen het FBZ-SAP Textiel en het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid, waarin de afspraken omtrent de inning en doorstorting worden vastgelegd.

§4 De bijdragen ter financiering van het SAP PSC 120.01 (en de eventuele opbrengsten ervan), de bijdragen ter financiering van het SAP PC 120 (en de eventuele opbrengsten ervan), en de bijdragen ter financiering van het SAP PC 214 (en de eventuele opbrengsten ervan) worden afzonderlijk beheerd door het FBZ-SAP Textiel. Er bestaat geen solidariteit tussen het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het gerechtelijk arrondissement Verviers (PC 120.01), het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) inzake de financiering van het SAP PSC 120.01, het SAP PC 120 en het SAP PC 214 (met inbegrip van de beheer- en werkingskosten van de pensioeninstelling en de solidariteitsinstelling), noch met

betrekking tot het aanzuiveren van de tekorten in de individuele reserves van de aangeslotenen in het kader van de WAP-rendementsgarantie.

§5 Inzake de betaling van de bijdragen bestaat er geen solidariteit tussen de werkgevers die vallen onder het toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 4 van deze statuten.

§6 De uitkering van de voordelen krachtens het SAP PSC 120.01, het SAP PC 120 en het SAP PC 214 (conform artikel 5) door de pensioen- en of de solidariteitsinstelling zal in geen geval afhankelijk gesteld worden van de betaling van de verschuldigde bijdragen door de werkgevers die vallen onder het toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 4 van deze statuten.

HOOFDSTUK V. BEHEER

Artikel 7

§1 Het FBZ-SAP Textiel wordt bestuurd door een paritair samengestelde raad van beheer die bestaat uit 10 leden, hetzij:

- 5 vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisatie vertegenwoordigd in het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) en de representatieve werkgeversorganisatie vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214); en
- 5 vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) en de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

§2 De leden van de raad van beheer worden, conform §1 van dit artikel, gezamenlijk aangeduid door het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) onder de gewone of de plaatsvervangende leden van deze paritaire comités. Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) resp. het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het desbetreffende paritair comité, behorend tot dezelfde organisatie als het lid waarvan het mandaat een einde nam, na goedkeuring door het desbetreffende paritair comité.

Artikel 8

§1 Ieder jaar duidt de raad van beheer in zijn schoot een voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

§2 Er zal voor het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap een beurtregeling worden toegepast onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en de werknemers. De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep van werknemersvertegenwoordigers.

Artikel 9

§1 De raad van beheer heeft tot opdracht het FBZ-SAP Textiel te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Het bezit de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer van het FBZ-SAP Textiel.

§2 De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden overdragen.

§3 Voor al de andere handelingen dan die waarvoor door de raad van beheer bijzondere opdrachten werden gegeven, volstaat, opdat het FBZ-SAP Textiel geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden, de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één uit de groep van de werkgeversvertegenwoordigers en één uit de groep van de werknemersvertegenwoordigers, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

§4 De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer, ten opzichte van de verbintenissen van het FBZ-SAP Textiel.

Artikel 10

§1 De raad van beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden ten minste ieder semester en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad van beheer erom verzoeken de raad bijeen te roepen.

§2 De oproepingen vermelden de agenda.

§3 De notulen van de vergaderingen worden binnen de twee maanden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

§4 De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

§5 De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door ten minste één werkgeversvertegenwoordiger en één werknemersvertegenwoordiger en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de bijeenroeping van de vergadering.

HOOFDSTUK VI. BEGROTING, JAARREKENING EN TOEZICHT

Artikel 11

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 12

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01), aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en aan het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

Artikel 13

§1 De jaarrekening wordt opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1999 betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot fondsen voor bestaanszekerheid.

§2 De controle en het toezicht gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1999.

§3 De raad van beheer, alsook de revisor die wordt aangewezen overeenkomstig artikel 12 van de FBZ-wet, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

§4 De jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van de revisor dienen uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring aan het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01), het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) voorgelegd te worden.

HOOFDSTUK VII. ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 14

Het FBZ-SAP Textiel kan enkel ontbonden worden bij een eenparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01), het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

Artikel 15

§1 Indien er ingeval van ontbinding van het FBZ-SAP Textiel gelden beschikbaar blijven, wijzen het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01), het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) gezamenlijk de vereffenaars aan en bepalen ze hun bevoegdheden en bezoldiging.

§2 Aan het desgevallend overblijvend vermogen van het FBZ-SAP Textiel zal een bestemming worden gegeven welke zoveel mogelijk het doel benadert met het oog waarop het FBZ-SAP Textiel werd opgericht, met name aanvullende pensioenopbouw. Hierbij zal rekening worden gehouden met het afgescheiden beheer zoals bepaald in artikel 6 §4 van deze statuten en zullen de bijdragen geïnd ter financiering van het SAP PSC 120.01 (en de eventuele opbrengsten ervan) worden aangewend in het kader van aanvullende pensioenopbouw voor de arbeiders van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), de bijdragen geïnd ter financiering van het SAP PC 120 (en de eventuele opbrengsten ervan) worden aangewend in het kader van aanvullende pensioenopbouw voor de arbeiders van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en de bijdragen geïnd ter financiering van het SAP PC 214 (en de eventuele opbrengsten ervan) worden aangewend voor de bedienden van het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

HOOFDSTUK VIII. UITTREDING VAN EEN VAN DE PARITAIRE COMITES

Artikel 16

§1 Het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01), het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120), en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) kunnen elk afzonderlijk beslissen dat het FBZ-SAP Textiel niet langer zal optreden als inrichter van hun resp. sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Hiertoe dient een éénparige beslissing te worden genomen door het betrokken paritair (sub)comité, die vervolgens per aangetekend schrijven en met een opzeggingstermijn van 6 maanden ter kennis wordt gebracht van de voorzitter van het/de andere paritair(e) (sub-)comité(s).

§2 In geval van uittreding van één van de drie paritaire (sub-)comités, zullen de statuten door de overblijvende paritaire (sub-)comités via een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst worden aangepast.

In geval van uittreding van twee van de drie paritaire (sub-)comités zal het FBZ-SAP Textiel niet langer optreden als multi-sectorale inrichter en zullen de statuten door het overblijvende paritaire (sub-)comité via een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst worden aangepast.

§3 Rekening houdend met het afgescheiden beheer zoals bepaald in artikel 6 §4 van deze statuten, zullen de bijdragen geïnd ter financiering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel van het uittredend paritair (sub)comité (en de eventuele opbrengsten ervan) worden toegewezen aan dat paritair (sub)comité, dat ertoe gehouden is dit aan te wenden in het kader van de aanvullende pensioenopbouw voor de werknemers van dit uittredend paritair (sub)comité.